EN RÉGION

Rétrofit, loi Montagne, ZFE, emploi, le secrétaire général de l'OTRE AURA répond à la presse

12 JANVIER 2022

Rétrofit, loi Montagne, ZFE, emploi : découvrez le point de vue de Jean-Christophe Gautheron, SG de l'OTRE Auvergne Rhône-Alpes, dans le magazine de l'Officiel des Transporteurs et Transport Info.

POLITIQUE & RÉGLEMENTATION

ENTRETIEN JEAN-CHRISTOPHE GAUTHERON
Secrétaire général de l'OTRE Auvergne-Rhône-Alpes

« NOUS SOMMES POUR LA CRÉATION D'UNE FILIÈRE RÉTROFIT DES EUROS 5 AU GAZ »

Jean-Christophe Gautheron balaie les problématiques actuelles de ses adhérents et nous dévoile ses solutions pour enrayer la pénurie de conducteurs et préparer la transition énergétique.

Transport Info : Comment se portent les transporteurs de votre région?
Jean-Christophe Gautheron : Ils se remettent plutôt bien de la crise. Actuellement, la tension sur les prix reste la principale problématique. Tous leurs postes augmentent, à commencer par le carburant et le gaz. On nous annonce même une rupture d'approvisionnement de l'AdBlue. Par ailleurs, la pénurie de matières premières se répercute sur le marché du pneumatique et des véhicules. Leurs prix augmentent et leurs délais de livraison n'en finissent pas de s'allonger. Par exemple, pour des remorques commandées fin 2020, on m'a rapporté des livraisons repoussées à 2022 et des surcoûts de 6 000 à 7 000 euros!

TI : Les transporteurs parviennent-ils à répercuter ces hausses?
J-C G : C'est un problème. Beaucoup d'adhérents ont du mal à faire accepter les pieds de factures carburants. Constatant la pression phénoménale subie par la profession de la part de leurs donneurs d'ordres, nous sommes allés rencontrer le chef de cabinet du préfet pour lui demander de se pencher sur le dossier du prix du carburant et de l'AdBlue. La loi Montagne II a aussi ajouté des frais à nos adhérents. Les transporteurs empruntant des routes en plaine ne comprennent pas cette loi qui les oblige à investir dans du matériel dont ils n'auront pas l'usage. D'autant que ces dernières années, à la moindre chute de neige, la circulation de tous les camions est interdite.

TI : Les transporteurs de votre région sont-ils concernés par les difficultés de recrutement?
J-C G : Nous sommes la deuxième région française en termes d'emplois dans le secteur du transport et de la logistique. Nous avons donc de gros besoins. Et comme il manque des conducteurs, nous travaillons avec les prescripteurs de l'emploi et de l'insertion, notamment les écoles de la 2e chance pour inciter des jeunes femmes à se former à nos métiers. Nous constatons qu'au sein de la jeune génération, les choses bougent. Alors que les jeunes hommes veulent moins partir à la semaine pour pouvoir davantage profiter de leur famille et de leurs enfants, les jeunes femmes issues du mouvement #metoo ont soif de liberté. Il y a parmi elles beaucoup de candidates séduites par l'idée de pouvoir partir sur les routes à la semaine avec un ordre de mission et une relative autonomie.

« NOUS TRAVAILLONS AVEC LES ÉCOLES DE LA 2e CHANCE POUR INCITER DES JEUNES FEMMES À SE FORMER À NOS MÉTIERS. »

TI : Vos adhérents pensent-ils qu'il faut augmenter les salaires pour attirer des conducteurs?
J-C G : Les chefs d'entreprise veulent frapper un grand coup lors des prochaines NAO*, afin de montrer leur volonté de faire un effort sur les salaires. En contrepartie, l'OTRE souhaiterait obtenir des organisations syndicales un allongement du délai de préavis d'une semaine à un mois.

TI : En matière de transition énergétique, vous participez à un travail avec l'Ademe, Cara, GRDF et le CMRT, visant à mettre en place une filière de rétrofit des véhicules diesel pour les passer au GNV. Pourquoi?
J-C G : La mise en place des ZFE va demander aux professionnels de répondre à des exigences pour lesquelles les constructeurs n'ont pas forcément une offre. C'est pourquoi, à l'instar de ce qui a déjà été fait par le groupe Berthelet avec son Ecol'Car, un autocar scolaire diesel converti au GNV, nous souhaitons parvenir à la création d'une filière rétrofit des Euro 5 au gaz. Nous pensons que rétrofiter des véhicules destinés à la logistique urbaine ou le TP en les équipant d'un moteur au gaz est une solution d'avenir. C'est possible techniquement, c'est juste une question de volonté. Notre objectif est de convaincre les politiques et les constructeurs. Ces derniers, qui ne parviennent plus à vendre certains véhicules d'occasion, pourraient ainsi les recycler et en allonger la durée de vie, ce qui aurait un impact environnemental positif.

PROPOS RECUEILLIS PAR V. CHEZEAUZ
* Entretien réalisé en décembre dernier

Lire l’article de l’Officiel des transporteurs

Lire l’article de Transport Info